

Emmanuel Lebou (en photo) est certes celui qui a dénoncé la mafia au service de la solde du MINFI. Mais était-il pour le moins un innocent? Au ministère des finances, les bouches commencent à se délier.

Selon nos informations, il s'agit d'un réseau bien huilé qui implique l'ensemble des fonctionnaires de ce service. Une source précise: " Lebou a simplement dénoncé parce qu'il se sentait de plus en plus marginalisé. Si Louis Paul Motaze veut lutter contre les emplois fictifs, il doit limoger l'ensemble du personnel en service à la solde depuis au moins 10 ans".

Selon nos éléments d'informations, il s'agit d'un dossier directement piloté par la présidence de la République. Nous avons appris que Emmanuel Leubou et sa bande ont décaissés au mois de novembre 2017, 592.408.543 pour un effectif de 151 bénéficiaires avec un faux code 447. En décembre 2017, 1.063.218.753 pour un effectif de 274 bénéficiaires code 447 et en janvier 2018, 1.022.882.503 pour un effectif de 243 bénéficiaires. Pour un total de 2 milliards 678 millions 509 .759 en trois mois.

Louis Paul Motaze trouve donc un dossier explosif sur sa table lorsqu'il est nommé ministre des finances. Mais il aurait reçu l'instruction du président BIYA de tout nettoyer. C'est dans ce contexte de mafia que le dossier de fausses avances de soldes a été bloqué au trésor alors que l'inspection des services avait déjà bouclé son rapport. Selon les informations qui nous parviennent il s'agit d'un audit de 4 ans et des dizaines de milliards détournés. Emmanuel Lebou serait l'un des architectes de cette mafia

BORIS BERTOLT (journaliste)
